

Les enjeux climatiques actuels



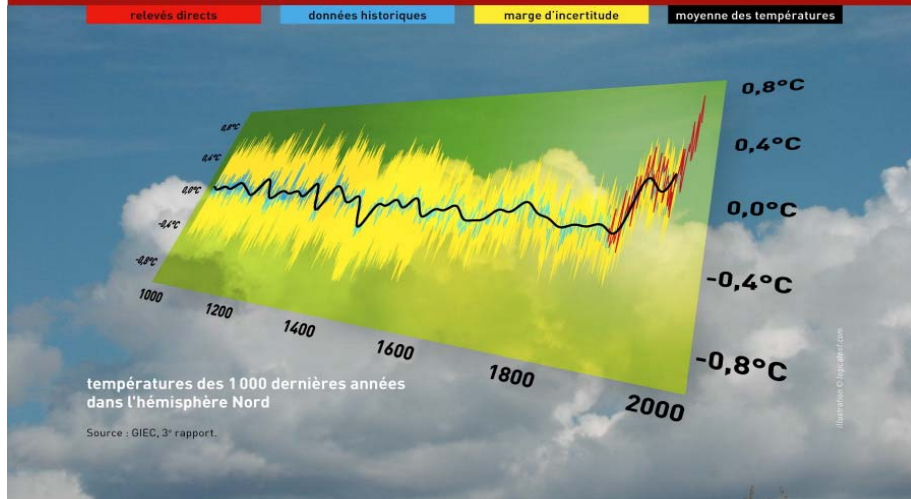
Animation « Midis du climat »



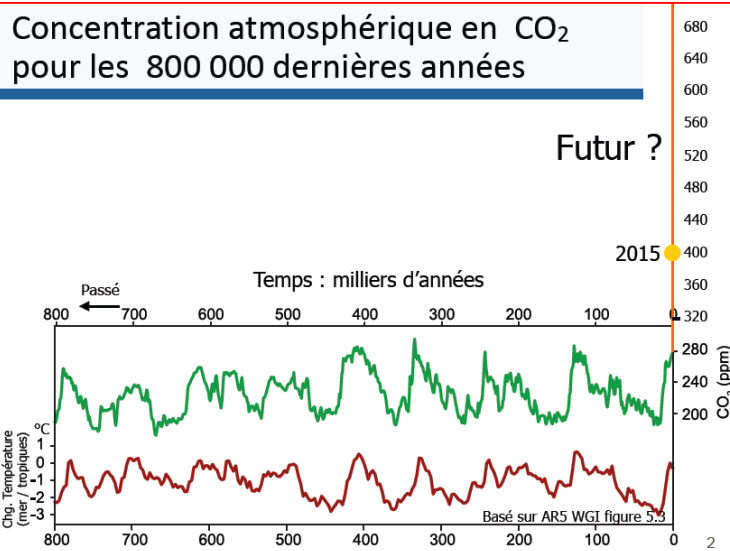
LES ENJEUX CLIMATIQUES ACTUELS

1. Les changements climatiques

Une augmentation de température sans précédent depuis le XI^e siècle



► Changements climatiques et CO₂



► Changements climatiques et énergie

Le gaz carbonique et les autres

- Utilisation des combustibles fossiles, certains procédés industriels, déforestation, conversion de la forêt en agriculture, ...
- **Production, utilisation, consommation d'énergie**



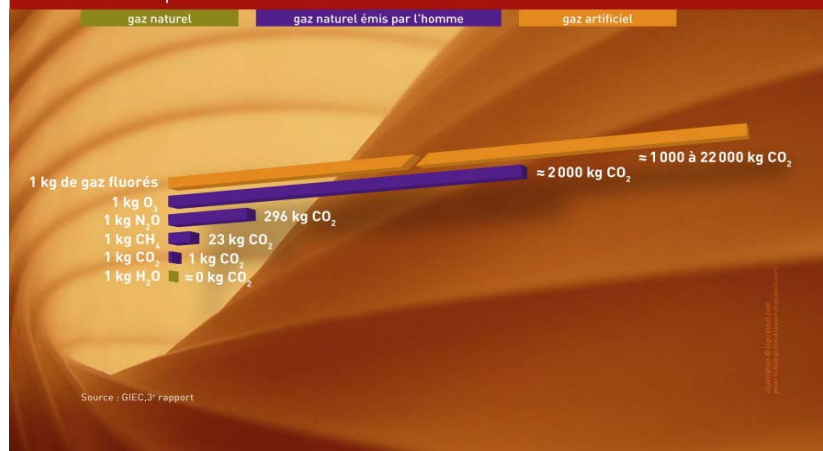
Émissions de GES (CO₂)

- CO₂, CH₄, N₂O, O₃, gaz fluorés et H₂O
- Durée de vie importante : 50 à 200 ans
- CO₂ ↑ T° moyenne ↑
- Augmentation entre 1,5 °C et 6 °C d'ici la fin du XXI^e siècle



► Changements climatiques et gaz à effet de serre

Les gaz à effet de serre et leurs potentiels de réchauffement



► Changements climatiques et conséquences

Conséquences

- Fonte des glaciers et glaciers terrestres :
 - icebergs, banquises (faune, Inuits, Archimède)
 - glaciers terrestres (augmentation des eaux)
- Élévation du niveau moyen des océans (entre 15 et 95 cm)
- Changements climatiques :
 - cyclones, canicules, ... (Katerina, ...)
- Permafrost du Canada et de la Sibérie : si dégel, libération de CH₄ (62 * > CO₂)
- Impacts sur la santé, maladies, ... (choléra, paludisme, ...)
- Réfugiés climatiques : Tuvalu avec la Nouvelle Zélande, Katerina



DEPUIS 1900, LE NIVEAU DE L'EAU A GRIMPE DE 19 CM.



LES ENJEUX CLIMATIQUES ACTUELS

2. La transition juste

► Transition juste : définition

La transition juste de l'économie repose sur 5 piliers, à savoir :

- le **dialogue** entre les pouvoirs publics et les principaux acteurs, dont les représentants des entreprises, des syndicats, des autorités locales et régionales, et des associations
- des **emplois verts** et décents grâce à des investissements domestiques dans les (nouvelles) technologies bas carbone, la Recherche & Développement et l'innovation, et le transfert de technologies
- des **compétences « vertes »** : des stratégies actives d'éducation, de formation, de développement des compétences au service d'une économie bas carbone, et efficace dans l'utilisation des ressources, à l'initiative des pouvoirs publics
- le **respect des droits** de l'Homme et du travail : la prise de décision démocratique et le respect des droits de l'Homme et du travail sont essentiels pour garantir une représentation juste des intérêts des travailleurs et des communautés au plan national
- des **systèmes de protection sociale** forts et efficaces

► Transition juste en Belgique : impacts macroéconomiques selon les secteurs

- Au total, la transition est susceptible de mener à une création nette d'emplois en Belgique, de l'ordre de **80 000 emplois en 2030** par rapport à un scénario à politique inchangée
- C'est dans la **construction** que le plus grand nombre de nouveaux emplois directs est attendu, ce qui incite à porter une attention particulière à la question du détachement des travailleurs qui se pose dans ce secteur
- **L'industrie** devrait également connaître des créations d'emploi significatives, notamment dans le secteur des biens intermédiaires
- Le secteur des **transports** serait quant à lui affecté de manière plus asymétrique : les pertes d'emploi dues à une moindre demande d'entretien des véhicules privés seraient atténuées par les effets bénéfiques de l'activité économique dans ce secteur, par exemple dans le déploiement des services liés aux transports collectifs.
- Enfin, la moitié de l'emploi créé le serait de manière indirecte avec une hausse significative dans le secteur des **services**. La politique en matière de tarification du carbone a également un impact sur l'emploi.
- Les recettes publiques liées à une mise en place d'un prix carbone sont substantielles, de l'ordre de 3,5 milliards d'euros sur base annuelle en 2030 dans un scénario central. Tout glissement fiscal visant à affecter la totalité ou une partie de ces recettes à la baisse du coût du travail est de nature à favoriser à la fois la création d'emplois et la croissance

3. La COP 24 – Katowice 2018

► COP 24 : déclaration de Silésie sur la transition juste

- En 2015, lors de la COP21, les syndicats avaient réussi à ce que la transition juste figure dans l'Accord de Paris (au niveau du préambule cependant)
- En 2018, lors de la COP 24, la présidence polonaise, soutenue par le mouvement syndical, a proposé que soit adoptée la Déclaration de Silésie sur la solidarité et la transition juste

En adoptant la Déclaration de Silésie, les pays s'engagent à prendre au sérieux l'impact du changement climatique et des politiques relatives au climat sur les travailleurs, leur famille et leurs communautés dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs nouvelles contributions déterminées au niveau national (NDC, sigle anglais), leurs plans nationaux d'adaptation et leurs stratégies nationales de développement à faible émission de gaz à effet de serre à long terme.

- **54 pays, dont la Belgique, ont signé la déclaration**

▶ COP 24 : déclaration de Silésie sur la transition juste

Les gouvernements du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Écosse et de l'Espagne se sont déjà engagés en faveur d'une transition juste et ont lancé des processus nationaux visant à la garantir :

- au **Canada**, le gouvernement a mis sur pied un Groupe de travail sur la transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes. Il fournira des conseils sur la manière de procéder pour abandonner le charbon, en assurant une transition juste pour les travailleurs et les collectivités
- en **Nouvelle-Zélande**, le gouvernement développe actuellement un plan pour une transition juste et une diversification économique basé sur le dialogue social avec les syndicats et une vaste consultation des parties prenantes. Le plan sera destiné aux régions qui sont actuellement tributaires de l'extraction pétrolière et gazière offshore; ainsi le gouvernement de la Nouvelle-Zélande renoncera à toute nouvelle exploration pétrolière et gazière d'ici 2050
- en **Écosse**, le gouvernement a établi une Commission nationale pour une transition juste avec les syndicats et d'autres parties prenantes afin de relever les défis et d'exploiter les possibilités qu'une transition à faible teneur en carbone offrira aux travailleurs et aux communautés écossais
- en **Espagne**, le gouvernement et les syndicats de mineurs ont adopté un plan pour une transition juste pour les mines de charbon du pays, dont la fermeture est prévue. Deux autres plans, l'un axé sur la diversification économique pour les régions touchées et l'autre abordant des questions nationales, suivront

▶ COP 24 : la Belgique : paroles, paroles ...

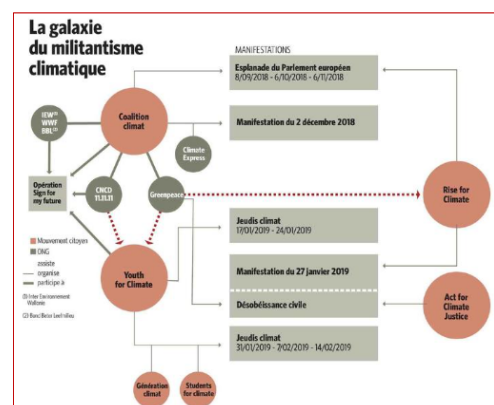
A la COP 24, la Belgique a, à nouveau, fait figure de cancre en raison de l'opposition systématique de la NVA à tout rehaussement de l'ambition au niveau du gouvernement flamand :

- le 4/12 (deux jours après la marche), lors du conseil des ministres européens, la Belgique a voté **contre** une proposition de **directive** sur l'**efficacité énergétique** et s'est **abstenue** lors du vote sur une **directive** concernant les **énergies renouvelables**
- la Belgique a **refusé de rallier la « High ambition coalition »**, un groupement d'une trentaine de pays dont la France, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'UE qui se sont portés en faveur d'un relèvement des ambitions climatiques

4. En Belgique

► Belgique : multiplication des manifestations climat

- **8/9, 6/10, 3/11/2018** : RISE for Climate Belgium
- **2/12/2018** : 65 000 à 95 000 personnes dans la rue à Bruxelles
- **27/1/2019** : 70 000 personnes dans la rue à Bruxelles
- **Tous les jeudis** : manifestation des écoliers, puis des étudiants, 3 000 à 35 000 manifestants partout en Belgique
- Initiatives de **désobéissance civile** : **30/1** – suraffichage et SMS aux ministres
- **15/3** : grève pour le climat
- **31/3** : nouvelle manifestation
- **Médias**
 - Vidéo « J’peux pas j’ai climat »
 - Greta Thunberg le 6 octobre
 - Sign for my Future



► Belgique : projet de Loi Climat

- **Fixe des objectifs 2050**
 - Réduire de **95 %** les émissions de **GES** d'ici 2050
 - Porter la part des **ER** à **? %** en 2050
 - Améliorer l'**efficacité énergétique** en Belgique d'au moins **? %** en 2050
 - **Parc de bâtiments décarboné** en 2050
 - **Mesures d'adaptation** pour réduire au maximum les effets sur l'Homme et la biodiversité
- **Fixe des objectifs 2030**
 - Réduire de **65 %** les émissions de **GES** d'ici 2030
 - Porter la part des **ER** à **32 %** en 2030
 - Améliorer l'**efficacité énergétique** en Belgique d'au moins **32,5 %** en 2030
 - **Mesures d'adaptation**
- **Au niveau syndical**, via le CFDD, demande d'une conférence nationale sur la transition juste vers une économie bas carbone

► Belgique : Sign for my Future - Revendications

- Un ancrage juridique et décretaal de l'objectif visant la neutralité carbone d'ici 2050 + objectifs intermédiaires (**non-ETS seulement – c.à.d. pas le secteur industriel ni la production d'électricité**)
- Un plan d'investissement ambitieux qui constitue une **incitation ambitieuse pour nos entreprises** et la société au sens large – entrée en vigueur en 2022
- **Evaluation** des politiques menées et formulation de **recommandations**

▶ Belgique : Sign for my Future - Objections

- **Manque de transparence** : ce n'est pas une initiative réellement citoyenne ! Qui a construit le message ?
- **Instrumentalisation des enfants** par la campagne de communication
- Demande de création d'un **groupe d'experts** (?) sans qu'on sache sur quelles bases
- Proposition de faire bénéficier l'initiative de l'engagement d'un certain nombre de **CEO de premier plan** ! (sur quelles bases ?)
- La **neutralité climatique** n'est pas un objectif clair (comme la réduction des émissions)
- **Les entreprises ne s'engagent** pas à prendre leurs responsabilités

▶ Belgique : Sign for my Future - Objections

- La campagne **élude la responsabilité des entreprises** principales émettrice de gaz à effet de serre
- La campagne plaide pour un **plan d'investissement** alors que les profits dégagés par les multinationales n'ont jamais été aussi élevés
L'an dernier (2016), 853 entreprises belges ont envoyé 221,3 milliards d'euros vers des paradis fiscaux. C'est presque autant que l'épargne de l'ensemble des Belges (262 milliards), et environ la moitié du PIB belge (L'Echo du 16 août 2017)
- **Risque de récupération** du mouvement « jeunes »
- **Négation du caractère conflictuel** de la transition bas carbone entre des intérêts divergeant notamment en terme de justice sociale
- Néanmoins, en Flandre, le contexte est différent. C'est ainsi que la CSC, la CGSLB et l'ABVV ont adhéré ...

▶ Belgique : propositions syndicales

- **Interpeller au niveau du CPPT** des entreprises représentées dans Sign for my Future sur les actions concrètes qui seront prises en interne pour réorienter leur politique en vue d'atteindre les objectifs revendiqués
- Organiser des **assemblées générales** dans les entreprises avec le soutien de RISE qui peut proposer des modules (ex. film + débat)
- Autre

▶ Belgique : propositions syndicales - 15 mars - Appel à la grève et manifestation

- La **FGTB soutient** le mouvement
- Les **Centrales sont appelées** :
 - à organiser des **réunions d'information** dans les entreprises
 - des **interruptions de travail** (si possible)
 - à *libérer les militants* pour qu'ils puissent participer à la manifestation
- La **FGTB** :
 - enjointra les organisations patronales et les entreprises qui ont adhéré à « **Sign for My Future** » à **permettre aux travailleurs de participer aux actions**